



15 mai 2024

LES LEADERS MONDIAUX N'AGISSENT PAS ALORS QUE L'INVASION ISRAËLIENNE DE RAFAH EXACERBE LA CATASTROPHE HUMANITAIRE

Malgré les appels répétés de chefs d'État, de représentants des Nations unies et des ONG humanitaires à Israël pour qu'il s'abstienne d'étendre son offensive terrestre à Rafah, les troupes israéliennes sont entrées dans le gouvernorat le 7 mai. Plus de 1,5 million de personnes, dont 600 000 enfants, sont gravement menacées ; plus de 450 000 Palestiniens ont fui Rafah depuis qu'Israël a émis des "ordres d'évacuation" illégaux le 6 mai. Alors que l'armée israélienne a déjà pris le contrôle de zones urbaines à l'intérieur de Rafah, l'émission de nouveaux "ordres d'évacuation" le 11 mai prépare le terrain pour une nouvelle avancée de l'invasion militaire, qui conduira à l'effondrement total des services vitaux. L'offensive militaire israélienne a interrompu l'accès de l'aide à Gaza par les points de passage de Rafah et de Kerem Shalom/Karm Abu Salem.

Les États tiers ont la responsabilité d'agir de toute urgence pour mettre fin aux graves violations du Droit International Humanitaire (DIH) commises à Gaza et les auteurs doivent être tenus responsables. La première mesure à prendre par les États tiers pour s'acquitter de leurs propres obligations juridiques et garantir le respect du DIH est de mettre fin à l'invasion de Rafah, d'ouvrir tous les points de passage terrestres et de lever les barrières internes pour permettre l'accès de l'aide humanitaire. En tant que principal fournisseur d'armes pour l'effort militaire d'Israël, les États-Unis portent une responsabilité importante dans les violations du DIH commises par Israël. Outre l'arrêt du transfert de certaines bombes, les États-Unis doivent également user de toute leur influence pour mettre un terme à l'opération militaire en cours à Rafah. Tous les fournisseurs d'armes doivent respecter la résolution du [Conseil des droits de l'homme](#) votée le 5 avril, qui leur demande de cesser la vente, le transfert et le détournement d'armes, de munitions et d'autres équipements militaires vers Israël. Tous les États doivent agir maintenant pour assurer un cessez-le-feu immédiat et durable.

Les "ordres d'évacuation" de l'armée israélienne sont illégaux et constituent un transfert forcé, une grave violation du DIH. Israël a ordonné à des centaines de milliers de Palestiniens de fuir, sans fournir aux civils et aux acteurs humanitaires d'informations ni de délais clairs. Le DIH fixe des conditions précises pour qu'une évacuation soit légale : la puissance occupante doit s'assurer que ces déplacements sont temporaires et que les personnes déplacées bénéficient de conditions d'hygiène, de santé, de sécurité et de nutrition satisfaisantes, et les membres d'une même famille ne doivent pas être séparés. Les autorités israéliennes manquent à toutes ces exigences. Déjà accablés par de multiples déplacements, les habitants de Rafah doivent à nouveau fuir au milieu d'infrastructures détruites et de rues contaminées par des munitions non explosées. Les personnes déplacées cherchent refuge à Deir Al Balah, Khan Younis, y compris Al Mawasi,

malgré l'ampleur des destructions et le manque de tout ce qui est nécessaire à la survie. Le concept de "zones humanitaires sûres" est caduc, car les zones précédemment désignées comme telles ont été la cible de bombardements et d'opérations terrestres. Alors que les bombardements incessants se poursuivent à Rafah, les frappes aériennes et les assauts terrestres s'intensifient dans le nord, entraînant de nouveaux déplacements forcés dans l'enclave.

L'invasion militaire israélienne de Rafah déstabilise la réponse humanitaire, en violation des résolutions 2720 et 2728 du Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi que des mesures provisoires de la Cour internationale de justice ordonnant à Israël de permettre la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire. En raison de l'activité militaire israélienne dans les gouvernorats du nord au cours des derniers mois, les acteurs humanitaires ont été contraints de déplacer une grande partie de leurs capacités d'aide à Rafah, y compris leurs locaux et entrepôts. L'offensive israélienne oblige déjà une partie du personnel et des opérations humanitaires à fermer ou à se relocaliser dans d'autres zones dans des conditions extrêmement dangereuses. Les entrepôts contenant l'aide vitale à l'est de Rafah restent inaccessibles en raison de la présence des forces israéliennes. Les installations médicales de Rafah ferment les unes après les autres¹.

Chaque heure pendant laquelle les forces israéliennes occupent les points de passage de Rafah et de Kerem Shalom/Karm Abu Salem condamne davantage de Palestiniens à la famine et au déni de soins médicaux. Les forces israéliennes empêchent totalement l'aide humanitaire et le personnel d'utiliser le point de passage de Rafah. La forte militarisation autour du point de passage de Kerem Shalom / Karm Abu Salem résultant de l'invasion terrestre israélienne n'offre pas les conditions nécessaires à la circulation sûre et durable des convois humanitaires. Ces deux points de passage constituent le principal lien vital pour l'entrée de l'aide dans l'enclave : leurs fermetures plongent Gaza dans une catastrophe humanitaire encore plus désastreuse. Alors que le [Programme Alimentaire Mondial](#) a confirmé l'état de famine dans le nord de la bande de Gaza et que le système de santé s'effondre, les stocks d'aide essentielle, notamment de nourriture, d'eau, de carburant et de fournitures médicales, s'épuisent rapidement. Cette situation a déjà entraîné la fermeture de services essentiels à la survie des civils². La réouverture extrêmement limitée des points de passage du nord ou la perspective d'une route maritime ne peuvent servir à justifier la réduction de l'accès par les points de passage terrestres du sud.

L'épuisement du carburant risque d'interrompre les opérations humanitaires et les services de base. Le fonctionnement de l'ensemble de la réponse humanitaire dépend du carburant, notamment pour répondre aux besoins prioritaires de plus de 1,7 million de personnes déplacées. Il est essentiel d'accorder une priorité urgente à l'approvisionnement immédiat en carburant pour soutenir ce qui reste du système de santé et de l'action humanitaire dévastés de Gaza³.

¹ Al Najjar hospital, the largest health facility in the governorate, ceased operations as it is located in the area seized by Israeli forces, and Al Kuwaiti hospital is likely to follow as it is now included in the zone threatened by Israeli "evacuation orders".

² Eight out of the twelve bakeries of Southern Gaza, while more throughout the enclave are at risk of shutting operations down due to the lack of supplies and fuel. Medical evacuations have abruptly halted, directly condemning critical patients, including children, to death.

³ Of particular concern, at least 10 hospitals, 8 bakeries, 28 ambulances, 23 medical points and 17 primary health care centers [could stop operating](#) if fuel is not urgently allowed in the enclave. The lives of babies in intensive care, women with complicated pregnancies and births and trauma patients are hanging in the

SIGNATAIRES

ActionAid

Action Against Hunger

American Friends Service Committee (AFSC)

Amnesty International

A.M. Qattan Foundation

Anera

Churches for Middle East Peace (CMEP)

DanChurch Aid (DCA)

Humanity & Inclusion/ Handicap International (HI)

IM Swedish Development Partner

INTERSOS

Médecins du Monde International Network

Mennonite Central Committee

Mercy Corps

Norwegian Church Aid (NCA)

Norwegian People's Aid

Oxfam

Plan International

Relief International

War Child Alliance

CONTACT PRESSE MÉDECINS DU MONDE SUISSE

**SOIGNE AUSSI
L'INJUSTICE**



Antoine Morata

Responsable communication et médias

Tel : + 41 32 725 36 16

Mob : + 41 78 854 32 65

Rue du Château 19

2000 Neuchâtel

balance. The dire lack of fuel also endangers telecommunication, which is already negatively impacting humanitarian operations in Gaza.